

Neutralité suisse

Des cadres dirigeants sur la mauvaise voie

par Thomas Scherr

Comment en est-il arrivé à ce que le Conseil fédéral et, avec lui, le Conseil national, perdent la tête en quelques jours et mettent de côté la neutralité du pays, qui a fait ses preuves pendant des siècles? Quels sont les intérêts qui ont joué un rôle en arrière-plan? Quelle voie pourrait être empruntée pour un retour à la neutralité?

Fin février 2022: en réaction à l'invasion russe de l'Ukraine, l'UE a décrété des sanctions sévères d'une ampleur sans précédent contre la Russie. Des livraisons d'armes à l'Ukraine ont rapidement débuté. Les sanctions ont été prises sous de fortes pressions des Etats-Unis sur divers Etats membres de l'UE et sur la Commission européenne. Il était clair que les conséquences de ces mesures de contraintes unilatérales toucheraient finalement directement toute l'Europe – et non les Etats-Unis.

Ce que le Conseil fédéral aurait dû faire

Intuitivement, le Conseil fédéral suisse aurait dû, fin février 2022, s'en tenir à la ligne qu'il suit depuis 150 ans: une déclaration claire et témoignant d'une indignation concernant les souffrances humaines causées par le conflit ukrainien, une condamnation de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, contraire au droit international, assortie d'un appel à toutes les parties à s'asseoir à la table des négociations. Il aurait alors retiré sa demande de siéger au Conseil de sécurité de l'ONU et confirmé la validité de la neutralité armée perpétuelle de la Suisse.

Ce que le Conseil fédéral a omis de faire

Face aux pressions attendues de Washington, Bruxelles, Berlin ou Moscou pour se rallier à leurs positions, le Conseil fédéral aurait réagi en se référant à la neutralité du pays. Simultanément, il aurait offert en toute bonne conscience la Suisse comme lieu de négociation et pour les bons offices. C'est ce que le gouvernement aurait entrepris pour éviter au peuple suisse les dommages auxquels il faut désormais s'attendre. Par ailleurs, le gouvernement aurait ordonné ou pris les dispositions nécessaires pour la prévoyance dans le pays au plus tard dès décembre 2021.

Comme souvent dans l'histoire du pays, la population se serait rangée derrière le Conseil fédéral et aurait rejeté les tentatives de pression étrangères. En matière de politique étrangère, le Conseil fédéral se serait efforcé de maintenir des contacts diplomatiques et économiques appropriés avec toutes les parties, dans l'esprit de la neutralité.

Cependant, en février 2022, la réalité était tout autre. Comment en est-on arrivé à cet échec du Conseil fédéral?

Perte de la neutralité

Pendant des décennies, le gouvernement et la population suisses ont été influencés par l'idée que l'adhésion à des organisations internationales était compatible avec la neutralité du pays: EEE, UE, OTAN, PPP, OCDE, CSP [Coopération structurée permanente], etc. Dans le pays, on entendait de plus en plus souvent dire qu'il fallait y participer, qu'on ne pouvait pas toujours rester à l'écart. Nous y reviendrons plus loin.

Lorsque le Conseil fédéral s'est rallié aux sanctions de l'UE le 28 février, quelques politiciens suisses de premier plan ont déclaré peu de temps après qu'une participation de la Suisse à d'éventuelles futures opérations de guerre résultant du conflit ukrainien aux côtés de l'UE ou même de l'OTAN pourrait être judicieuse pour le pays. En même temps, on pourrait rester neutre. Nous n'allons pas parler ici de l'aberration d'un tel discours, car c'est évident.

Adoucissements au fil des ans

Comment en est-on arrivé à ce que certains politiciens, militaires et éditeurs suisses souhaitent aujourd'hui si unanimement faire partie d'une alliance militaire occidentale – «naturellement» sous commandement des Etats-Unis? Est-ce pour des raisons de prestige? De la naïveté? Des prétentions au pouvoir? De la corruption? De la corruptibilité? De l'insouciance? Voici quelques jalons de ces dernières années:

- Dans les années 1990, le Conseil fédéral s'engage en faveur de l'adhésion à l'EEE. Le peuple rejette ce projet en votation.

- En 1996, le Conseil fédéral décide d'adhérer au *Partenariat pour la paix* (PPP), une sous-organisation de l'OTAN. Il parvient à présenter cet engagement comme totalement inoffensif et compatible avec la neutralité.
- A partir de 2003, l'armée suisse est transformée selon les normes de l'OTAN (*Armée XXI*). Puis suit la réduction de la taille de l'armée – abandon dissimulé de la capacité de défense. D'autres réformes catastrophiques de l'armée suivent, tel le «Développement de l'armée» (DEVA 2013–2017). Elles ont pour conséquence que le pays ne peut plus remplir son devoir d'Etat neutre, n'est plus capable de défendre son propre territoire de manière crédible.
- De nombreux cadres de l'armée suivent des cours aux Etats-Unis. Participation accrue aux exercices de l'OTAN.
- Entraînement de soldats de l'OTAN en Suisse (Armée de l'air allemande, cours pour les chasseurs alpins de l'OTAN).
- Acquisition du nouvel avion de combat américain F-35, qui s'intègre certainement mieux dans une formation de combat de l'OTAN que dans les Forces aériennes suisses pour défendre notre petit Etat neutre.
- Tentatives du Conseil fédéral de rapprocher la Suisse de l'UE par petites tranches (par ex. accord-cadre, principe du Cassis de Dijon, accord de Schengen, tribunal arbitral de l'UE, milliards de cohésion, etc.)
- Négligence de la protection des frontières
- Occupation de nombreux postes importants dans les conseils d'administration des entreprises suisses par des managers allemands, britanniques ou américains. Leur influence sur l'élaboration de la politique suisse se renforce.
- Les tâches étatiques concernant des installations économiques stratégiques (par exemple la production de vaccins ou un approvisionnement énergétique indépendant) ont été négligées ou totalement abandonnées.
- Face aux menaces massives des Etats-Unis, la Suisse lève son secret bancaire. Les Etats-Unis se font livrer les données des clients.
- Débat sur la remise en question du rôle de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale et de la neutralité suisse: «débat sur l'or volé», rapport Bergier, etc.

**Pas de participation volontaire,
mais une application silencieuse**

Ces jalons permettent de comprendre le démantèlement systématique de l'autonomie de la

Suisse et donc de sa position indépendante et neutre. Le pays s'est retrouvé dans différentes situations de dépendance. Il ne s'agissait pas de coopération ou de participation volontaire, mais de l'application silencieuse de directives internationales.

La Suisse, un «Etat inamical»

Finalement, il a suffi de quelques mots d'un conseiller fédéral oublieux de l'histoire pour jeter par-dessus bord des siècles de politique de neutralité suisse. Les yeux humides, les conseillers fédéraux *Viola Amherd* et *Ignazio Cassis* ont acclamé l'acteur-président de l'Ukraine à Berne. Rares sont les conseillers fédéraux qui se sont comportés de manière aussi peu suisse au cours des 150 dernières années. Même *Marcel Pilet-Golaz* n'y est pas parvenu lors de son discours maladroit de 1940. Ces deux conseillers fédéraux n'ont pas jubilé en tant que personnes privées, mais dans leur fonction de conseillers fédéraux. Le résultat est honteux: avec plusieurs Etats de l'OTAN et de l'UE, la Suisse figure désormais sur une liste russe d'«Etats inamicaux». Remarque: cette liste ne comprend même pas tous les pays de l'OTAN et de l'UE!

**Des avions
de combat F-35 suisses pour l'OTAN?**

Nombre de nos parlementaires fédéraux semblent également frappés d'une profonde amnésie historique. Ainsi, le président du *Centre* (ancien PDC) *Gerhard Pfister* a exigé, tout comme sa collègue de parti et conseillère fédérale *Viola Amherd*, la participation de la Suisse à une éventuelle guerre (défensive) contre la Russie avec les nouveaux avions de combat suisses F-35.

Tous deux savent pertinemment que cela ne serait possible qu'au sein des structures de commandement de l'OTAN. La Suisse s'interdirait ainsi totalement le retour à la neutralité. Elle deviendrait partie à la guerre, avec toutes les conséquences que cela implique. La Suisse ne siègera certainement pas au sein de l'état-major de l'OTAN pour participer aux décisions concernant les différents engagements de guerre. Elle devra suivre les ordres du commandement militaire, sur lesquels elle ne jouit d'aucune influence. Et – depuis 75 ans, Washington décide de tout ce qui concerne les structures militaires en Europe occidentale.

Les conséquences possibles d'une guerre pour les populations peuvent être étudiées actuellement en Ukraine – sinon on peut égale-

ment jeter un coup d'œil sur la Libye, l'Irak, le Yémen ou la Syrie.

Champ de bataille en Europe?

En cas d'échange de tirs nucléaires, l'Europe sera très certainement un champ de bataille. Ni les avions de combat F-35 suisses ni une «alliance de défense européenne» ne pourront l'empêcher. En raison du comportement inqualifiable du Conseil fédéral, la Suisse s'est prise dans le filet du pouvoir international et n'est plus maître de sa propre situation.

La direction politique de la Suisse a négligé le bien-être de sa propre population. Elle a perdu sa boussole. Désormais, la population elle-même est prise en tenaille par la psychologie des masses afin d'affaiblir l'image traditionnelle de soi.

On travaille à dissoudre et réinterpréter la notion de neutralité. Une tâche typique pour le «spin doctoring». Le noir se transforme en blanc, et le blanc en noir. La neutralité se transforme en une prise de parti et la paix en guerre.

On peut supposer que les techniques de la psychologie de masse sont aujourd'hui utilisées par des agences internationales de relations publiques – à l'instar de *Ruder Finn* ou *Saatchi & Saatchi* pendant les guerres des Balkans. Par ailleurs, les grands groupes médiatiques nationaux suisses offrent quotidiennement des exemples parfaits du traitement médiatique des nouvelles, notamment le groupe du «*Neue Zürcher Zeitung*», et les éditions *Ringier* ou *AZ Medien*. Pour eux, l'affaire semble claire: la Suisse redéfinit la neutralité et part «avec l'Occident» contre la Russie. En français moderne, c'est ce que l'on appelle une «solidarité européenne» ou une «neutralité au service du droit international».

Du point de vue de l'OTAN, les Etats neutres n'ont aucune raison d'exister. A l'heure actuelle, personne n'a le droit de dire: «Je ne m'associe à aucun parti!» C'est ainsi que l'Autriche et la Suède sont également mises sous pression pour abandonner leur neutralité.

Le chemin du retour à la neutralité

Au cours de son histoire, la Suisse a connu suffisamment de guerres et d'interventions militaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays. C'est pour une bonne raison que nos ancêtres ont su, avec beaucoup d'habileté, tenir le pays à l'écart des guerres des grandes puissances – «Stille Sit-

zen». On oublie *Nicolas de Flüe*, *Hans Rudolf Wettstein*, *Charles Pictet de Rochemont* ou *Guillaume-Henri Dufour*, qui ont, pour le bien du pays tout entier, tenté de trouver des solutions pour éviter à la population l'implication dans des conflits étrangers, dans des guerres avec toute la misère qui l'accompagne. Les œuvres humanitaires d'*Henry Dunant* ou de *Carl Lutz*, qui ont sauvé la vie de milliers de personnes, seraient impensables sans une Suisse réellement neutre.

Jusqu'à présent, on pouvait compter sur la neutralité du pays, éprouvée au fil des siècles, et sur sa diplomatie discrète. Pour accueillir le *Comité international de la Croix-Rouge* et de nombreuses autres organisations internationales, une neutralité crédible de notre pays est indispensable.

Payer le prix

Le chemin du retour est simple, mais difficile. Difficile, parce qu'il faut se rendre impopulaire et parce qu'il faut s'attendre à des contremesures de la part de l'UE et des Etats-Unis – pouvant aller jusqu'à des pressions économiques et militaires. Notre armée serait-elle en mesure de mettre en place un dispositif de défense avec ses effectifs fortement réduits? Notre économie serait-elle prête à renoncer à certaines affaires au profit d'une neutralité pacifique? Nos politiciens seraient-ils prêts à renoncer à un éventuel siège au Conseil de sécurité de l'ONU ou à la Commission européenne? Et la population? Aujourd'hui déjà, elle devra payer un prix élevé pour la politique du Conseil fédéral et des cadres dirigeantes. L'augmentation des coûts de l'énergie, l'inflation, les pénuries de livraison, etc. sont déjà des conséquences de la politique de sanctions de l'UE et des Etats-Unis, sans parler des éventuelles conséquences de la guerre.

Que faudrait-il faire pour retrouver la neutralité?

1. La Suisse abandonne le paquet de sanctions de l'UE (que ni la Hongrie ni la Roumanie – deux pays membres de l'OTAN et de l'UE – ne suivent entièrement).
2. Elle revient à une neutralité perpétuelle et armée.
3. Elle retire sa demande de participation au Conseil de sécurité de l'ONU et prend la distance nécessaire face à l'UE.

Quels sont les femmes et les hommes courageux qui s'engageront pour une Suisse souveraine et neutre?